

Canadian Secular Alliance

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

En raison du climat économique mondial et des restrictions budgétaires prévues pour 2013, le gouvernement a l'obligation de démontrer son empressement à optimiser les ressources à tous les postes de dépenses. Comme le mandat de notre organisation est de promouvoir la séparation de l'Église et de l'État et la neutralité du gouvernement en matière de religion, le seul poste de dépense important que nous avons la compétence de commenter est la politique qui accorde le statut « d'organisme de bienfaisance » à des organismes dont l'objectif est « l'avancement de la religion ». À notre avis, financer la promotion d'opinions religieuses n'est pas un signe de gestion judicieuse des fonds publics; au contraire, c'est une preuve flagrante de mauvaise utilisation de l'argent des contribuables. Nous recommandons au gouvernement du Canada de retirer l'« avancement de la religion » de la liste des activités de bienfaisance admissibles. Les données que nous avons obtenues de l'Agence du revenu du Canada indiquent qu'au cours de l'année d'imposition 2007, plus de 26 000 organismes de bienfaisance enregistrés ont déclaré comme seul programme « l'avancement de la religion » sur leur T3010-1, *Déclaration de renseignements des organismes de bienfaisance enregistrés*. Ces organismes de bienfaisance ont reçu 3,6 milliards de dollars en dons pour lesquels un reçu aux fins de l'impôt a été délivré, ce qui a occasionné au gouvernement un manque à gagner en recettes fiscales de plus de 1,18 milliard de dollars. Il s'agit là d'un transfert de richesse entre les Canadiens non religieux et la majorité religieuse. La redistribution de la richesse en fonction de l'appartenance religieuse et de la pratique religieuse constitue sans contredit une violation des droits à l'égalité. En outre, rien ne prouve qu'en soi, la promotion des opinions religieuses favorise la création d'un capital social ou la cohésion sociale. Nous reconnaissons et applaudissons les nombreux organismes de bienfaisance ayant une appartenance religieuse qui prennent part à des activités de bienfaisance légitimes (p. ex. réduction de la pauvreté, avancement de l'éducation ou toute autre activité présentant un intérêt public). En fait, le retrait de l'« avancement de la religion » de la liste des activités de bienfaisance admissibles n'aurait aucune incidence sur ces organismes puisqu'ils seraient toujours admissibles au statut d'organisme de bienfaisance pour un autre motif. Nous défendons vigoureusement le droit fondamental des groupes religieux à la liberté d'expression et de religion, mais nous rejetons catégoriquement l'idée selon laquelle l'État devrait les financer. À l'instar de toutes les autres idéologies, les groupes religieux devraient essayer d'attirer des partisans en faisant la promotion de leurs idées, sans bénéficier de fonds publics.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'oeuvre?

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?